

50569107/3

4120

(1932-1939, 1941)

## Suppression du galon (avancement vertical)

Lettre de la Fédération à la S.N.C.F.	3.11.37		
Observations sur la lettre de la Fédération	5.11.37		
(s) C.A.10.11.37	24	II	
Mémento de la Conférence chez le M.T.P.	16. 7.38		
(s) C.D. 4. 7.39	66	IX	
(s) C.A.23. 4.41	32	VII	
Avis Général Personnel n° 23.	12. 5.41		
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	9. 6.41		

Secrétariat d'Etat aux Communications

-----  
Direction Générale des Transports

-----  
Service de la Main-d'oeuvre

Paris, le 9 juin 1941

RS/SN/N°8

Le Secrétaire d'Etat aux Communications

à M. le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.

Le Secrétaire Général de la Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer m'a demandé, à l'occasion de la communication qui lui a été faite du projet de rajustement des salaires des cheminots, à compter du 1er juin 1941, d'examiner la possibilité de compléter les dispositions envisagées par une mise au point de la substitution de l'avancement vertical au jeu du galon.

Cette substitution; dont l'application est commencée, et qui constitue pour l'ensemble du personnel un avantage appréciable, défavorise par rapport à leurs camarades les agents du 9ème échelon de l'échelle de traitement.

En effet, si les règles d'attribution du chevron étaient maintenues, l'avancement vertical ne permettrait pas aux agents en question d'obtenir le 1er chevron.

La Fédération demande donc que les dispositions concernant l'attribution du 1er chevron soient supprimées et que celui-ci soit considéré comme 10ème échelon de traitement.

Cette réforme représenterait une dépense de l'ordre de 20 M.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne fais pas d'objection à ce que vous compreniez cette dépense dans celle de 980 M., visée par ma lettre du 4 juin et représentant le coût des améliorations de salaires envisagées, si la dépense est bien de l'ordre indiqué plus haut. J'ajoute qu'on pourrait substituer à la transformation automatique du 1er chevron en échelon une formule plus souple qui consisterait à attribuer plus libéralement le 1er échelon.

(s) BERTHELOT.



*Paris, le 12 mai 1941.*

AFF.  
DEL.  
COL.

Nm.  
42

II

P

AVANCEMENT DU PERSONNEL

Le passage d'une échelle à une autre échelle a entraîné jusqu'à maintenant une modification de l'ancienneté de l'agent intéressé qui aboutissait, en général, à reculer la date de son prochain avancement.

Dans sa séance du 23 avril, le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. a décidé, sur ma proposition, que désormais ces modifications de l'ancienneté n'auraient plus lieu.

Une revision des carrières va être effectuée de manière à attribuer aux agents l'ancienneté qu'ils auraient si les nouvelles règles avaient toujours été appliquées.

Les modifications de l'ancienneté actuelle de chaque agent et les augmentations de traitement qui pourront en résulter auront effet du 1<sup>er</sup> avril 1941.

*Le Directeur General.*  
R. LE BESNERAIS.

23 avril 1944

4120

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration  
du 23 ~~mai~~ 1941

QUESTION VII - Questions diverses concernant la rémunération  
du personnel :

- Suppression du jeu du "galon"

(p.V. (p.6)

M. le PRESIDENT.....

D'autre part, l'avancement vertical serait institué avec effet également du 1er avril 1941. Les carrières des agents en service (mais non des retraités) seraient revisées à cette date afin de leur attribuer l'ancienneté qu'ils auraient si leur avancement avait eu lieu sous le régime de l'avancement vertical. Cette révision tiendrait compte en même temps des conditions actuelles d'admission des diplômés. Le supplément de dépenses serait de 50 M. par an pour le personnel en activité et serait porté progressivement à 70 % au fur et à mesure des admissions à la retraite par suite de l'incidence des dispositions nouvelles sur le montant des pensions.

Cette dernière dépense serait considérée comme à valoir sur les sommes qui seraient ultérieurement consacrées à l'augmentation des éléments de rémunération au cas où, dans le cadre de dispositions arrêtées par le Gouvernement, une telle augmentation viendrait à être décidée.

M. MOREAU-NERET reconnaît que l'institution de l'avancement vertical correspond à une simplification heureuse pour l'avenir.

Mais il se demande s'il est bien indiqué de réviser rétroactivement les carrières du personnel en service, ce qui, en définitive, aboutit à anticiper sur l'éventualité d'un rajustement d'ensemble ultérieur des salaires.

.....



M. LE BESNERAIS répond que l'on ne peut se dispenser de procéder à la reconstitution des carrières si l'on ne veut pas créer entre les agents des inégalités de traitement injustifiées. C'est ainsi, d'ailleurs, qu'il a été procédé lors du rétablissement de l'avancement en échelon.

" Au surplus, il s'agit là d'une mesure qui est propre au personnel des chemins de fer. ( . . . )

Mais il est bien entendu qu'il n'y aurait aucun rappel de rémunération pour la période antérieure au 1er avril 1941.

M. MOREAU NERET déclare, dans ces conditions, ne pas insister.

M. LIAUD remercie le Conseil des décisions qu'il se propose de prendre. En particulier, la suppression du "jeu du galon" répond à une revendication très ancienne du personnel et sera favorablement accueillie par lui.

Il croit, toutefois, devoir formuler les observations suivantes :

.....qui.....  
D'autre part, en ce qui concerne l'institution de l'avancement vertical, il demande s'il ne serait pas possible, tout en maintenant l'effet pécuniaire à compter du 1er avril 1941, d'attribuer des chevrons au 1er janvier 1941, comme si l'avancement vertical avait été établi avant cette date.

M. LE BESNERAIS .....

M. LE PRESIDENT, ajoute, en ce qui concerne l'attribution de chevrons au 1er janvier 1941, qu'a priori, il paraît assez difficile de prévoir deux dates d'application, l'une pour la détermination de la situation qu'aurait eue l'agent s'il avait bénéficié de l'avancement vertical au cours de sa carrière, l'autre comme point de départ des effets pécuniaires de la révision.

.....

En tout état de cause, la mesure se traduirait par une augmentation de dépense, laquelle n'a pas été chiffrée.

Après échange de vues auquel prennent part également M. GRIMFRET, M. LAURENT-ATTHALIN et M. de FARDE, le Conseil approuve l'ensemble des propositions qui lui sont soumises.

Sténo (p.32)

3\*) Suppression du jeu du "galon".-

La dernière mesure soumise au Conseil relativement à la rémunération du personnel consiste dans l'institution de l'avancement "vertical" par la suppression du jeu du "galon".

....



les différences d'ancienneté résultant des errements non uniformes suivis par les anciens Réseaux, en ce qui concerne le commissionnement de cette catégorie d'agents.

Le Conseil est-il d'accord sur les mesures qui viennent de lui être exposées ?

M. MOREAU-NERET - Je désirerais demander une précision : les mesures envisagées seraient-elles appliquées pour l'avenir seulement ou aussi pour le passé ?

M. LE PRESIDENT - Elles seraient appliquées rétroactivement aux agents en activité de service, mais sans aucun rappel de traitement pour la période antérieure au 1er avril 1941.

M. MOREAU-NERET - Il n'en résultera pas moins immédiatement pour un grand nombre d'agents, une augmentation de rémunération.

M. LE PRESIDENT - Cette augmentation, comme je l'ai indiqué, représente une dépense de 50 M.

M. MOREAU-NERET - Si la suppression du jeu du "galon", qui représente une inutile complication, paraît tout à fait justifiée pour l'avenir, on peut se demander s'il est bien nécessaire d'appliquer rétroactivement cette mesure à tous les agents en service.

M. LE PRESIDENT - Cette extension paraît, en fait, inévitable si l'on <sup>ne</sup> <sup>pas</sup> <sup>crée</sup> ~~veut éviter~~ des injustices dans la situation respective des agents nommés avant et après l'adoption de la mesure.

M. MOREAU-NERET - Par ailleurs, M. LE PRESIDENT a indiqué que la dépense correspondante serait imputée sur le crédit global qui serait éventuellement consacré à un relèvement général des salaires dans le cadre des mesures étudiées pour les fonctionnaires. Doit-on comprendre que, si ce relèvement n'intervient pas pour les fonctionnaires, la mesure prise deviendra caduque ?

M. LE PRESIDENT - Il n'en est rien, étant donné qu'il s'agit, en l'espèce, d'une question spéciale aux agents de la S.N.C.F. Il est entendu tout .....

simplement qu'en cas où interviendrait un relèvement des salaires il sera tenu compte des avantages déjà consentis aux cheminots du fait de cette mesure.

M. GRIMPRET - Je désirerais savoir quels motifs pouvaient bien justifier les errements actuels.

M. LE BERNERAIS. - Ainsi que M. le Président l'a indiqué tout à l'heure, ces errements procédaient tout d'abord de l'idée qu'un avancement obtenu en fin de carrière n'avait pas tout à fait la même signification qu'un avancement obtenu au début de cette carrière et qu'il était normal de conférer une sorte de prime d'ancienneté aux agents bénéficiant d'un avancement rapide.

D'autre part, il ne faut pas oublier que les agents les mieux notés obtiennent, à titre de récompense, des bonifications d'ancienneté qui concourent à leur avancement en échelons. Or, les agents demeurés longtemps dans une même échelle se trouvent favorisés par rapport aux agents récemment promus en ce qui concerne l'octroi des notes de fin d'année. Il est, en effet, d'usage de réduire à une moyenne, 12 par exemple, la note d'un agent venant d'accéder à un grade plus élevé, afin, d'une part, d'attendre qu'il ait fait ses preuves dans ce nouveau grade, d'autre part, d'obtenir, pour l'ensemble des notes, un échelonnement suffisant. Il résulte de cette pratique que les agents avançant souvent n'obtiennent que rarement des bonifications d'ancienneté. Le jeu du "galon" avait, en partie, pour objet de compenser cette conséquence indirecte d'un avancement rapide.

M. GRIMPRET. - Cette formule était-elle appliquée uniformément sur tous les Réseaux, y compris celui de l'Etat ?

M. LE BERNERAIS - Oui.

M. LE PRÉSIDENT. - Le jeu du "galon" avait, d'ailleurs,



parfois des conséquences insolites : il pouvait comporter, en certains cas, attribution, dans la nouvelle échelle, d'un échelon comportant un traitement moins élevé que celui touché par l'agent avant son avancement et il avait été nécessaire de prévoir que, dans ce cas, l'agent conservait le bénéfice de son ancien traitement jusqu'à ce qu'il ait avancé d'un échelon dans sa nouvelle échelle.

M. LIAUD. - Je tiens à remercier le Conseil d'Administration de la mesure qu'il se propose de prendre et qui sera très bien accueillie par le personnel, étant donné qu'elle donne satisfaction à une revendication qu'il n'a cessé de présenter depuis que le statut a été élaboré, en 1920. Je demande à M. MORREAU-NENET de ne pas insister en faveur d'une application non rétroactive, de manière à ce que le personnel en activité bénéficie immédiatement de la mesure prise. Nous demandions à ce que la révision des carrières comportât rappel de traitement pour les années passées, mais, à la demande de M. le Président et de M. le Directeur Général, nous n'avons pas insisté sur ce point, eu égard aux circonstances actuelles. Il n'en est que plus justifié d'accorder immédiatement aux agents en activité le traitement auquel leur donne droit l'avancement "vertical".

Par ailleurs, je demande au Conseil d'examiner s'il ne serait pas possible de reporter la révision des carrières au 1er janvier 1941, étant entendu que l'effet pécuniaire serait maintenu au 1er avril 1941. De cette manière, les agents auxquels la révision de carrière aurait conduit à attribuer un chevron au 1er janvier 1941 pourraient recevoir, à compter du 1er avril, le supplément de traitement afférent à ce chevron. S'il n'est pas procédé ainsi, ils devront attendre le 1er janvier 1942 pour toucher ce supplément, les chevrons n'étant

.....



attribués qu'en fin d'année.

M. LE PRESIDENT.- Il ne me paraît pas logique de prévoir deux dates différentes pour la révision des carrières et pour le déclenchement des effets de cette révision.

Par ailleurs, la mesure se traduirait par une augmentation de dépense, laquelle n'a pas été chiffrée.

M. LE BESNERAIS.- Elle représente, en effet, une extension dont je ne suis pas en mesure d'évaluer immédiatement les conséquences.

M. LIAUD.- Je désirerais, enfin, obtenir un renseignement complémentaire en ce qui concerne la révision de la situation des attachés. Je pense que cette révision, qui a pour objet de faire disparaître des inégalités de situation, se fera sur la base la plus favorable.

M. LE BESNERAIS.- C'est exact.

M. LIAUD.- J'en prends acte.

M. LE PRESIDENT.- Comme je l'ai indiqué, la révision s'opérera sur la base des conditions actuelles d'admission qui sont uniformes pour toute la S.N.C.F., tandis que les errements anciens différaient suivant les Réseaux.

M. MOREAU-NERET.- Je regrette personnellement que l'institution de l'avancement "vertical" doive comporter révision rétroactive des carrières. Mais eu égard à la simplification considérable que représente une telle mesure, je me rallie aux propositions.

M. LE PRESIDENT.- Il ne s'agit, au fond, que d'un retour à la logique.

Le Conseil est-il d'accord pour approuver la suppression du jeu du "galon" à compter du 1er avril 1941 ? Cette mesure est approuvée.

Lt.Kt.

SOCIETE NATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER FRANCAIS  
—  
DIRECTION GENERALE

RAPPORT au CONSEIL d'ADMINISTRATION

REMUNERATION du PERSONNEL du CADRE PERMANENT

Au cours des entretiens qui ont été accordés par M. le Directeur Général de la S.N.C.F. au Comité d'Organisation Syndicale et notamment au cours de celui qui a eu lieu le 3 avril 1941, la délégation de ce Comité a insisté sur la nécessité de tenir compte de la hausse du coût de la vie et de prendre, en conséquence, des mesures pour l'amélioration de la rémunération.

Après avoir consulté officieusement le Secrétaire d'Etat aux Communications il a été indiqué au Comité d'Organisation Syndicale que le Gouvernement n'envisageait pas, pour le moment, le relèvement général des salaires des cheminots, la question devant être revue ultérieurement pour ceux-ci en même temps que pour les fonctionnaires, mais qu'une amélioration allait toutefois être apportée à la situation d'un nombre important de nos agents par suite d'une modification aux dispositions du Code de la Famille et de l'attribution d'une allocation de salaire unique.

La modification des dispositions du Code de la Famille a fait l'objet d'une loi du 15 février parue au Journal Officiel du 9 avril.

La loi du 29 mars 1941 instituant l'allocation de salaire unique a été publiée au Journal Officiel du 11 avril.

Les principales conséquences de ces deux lois sont indiquées dans les Annexes A et B.

La comparaison des dépenses (en millions de francs) entraînées par l'attribution des allocations familiales, des allocations à la première naissance, des allocations "Mère au Foyer" et des allocations de salaire unique est résumée dans le tableau ci-dessous concernant les agents du cadre permanent de la S.N.C.F.

	Régime définitif	Mesures transitoires	TOTAL
- Régime S.N.C.F.....	648	0	648
- Code de la Famille :			
a) 1.4.40 à 1.4.41.....	480	243	723
b) 1.4.41 à 1.4.42.....	480	93	573
- Code de la Famille modifié (du 1.4.41 au 1.4.42)....	544	176	720
- Même régime + allocation de salaire unique.....	895	35	930



La délégation du Comité d'Organisation Syndicale a insisté pour que la S.N.C.F. procède, sans attendre une révision générale des salaires :

- d'une part au relèvement des taux des allocations de déplacement,
- et, d'autre part, à l'institution de l'avancement vertical.

Le Secrétaire d'Etat aux Communications, consulté, a fait connaître officieusement qu'il n'aurait pas d'objection à l'application de ces deux mesures, les dépenses en résultant devant être considérées comme à valoir sur le coût de la prochaine augmentation des éléments de rémunération.

Nous proposons en conséquence :

- de relever les taux des allocations de déplacement avec effet du 1er avril 1941, en majorant de 1 fr. les allocations pour repas et pour découchers, et en apportant des modifications correspondantes à d'autres allocations de déplacement; cette mesure coûtera environ 17 Millions;
- d'instituer l'avancement vertical avec effet du 1er avril 1941; les carrières des agents en activité (mais non des retraités) seraient révisées à cette date afin de leur attribuer l'ancienneté qu'ils auraient si leurs avancements avaient eu lieu sous le régime de l'avancement vertical; cette révision tiendrait compte en même temps des conditions actuelles d'admission des diplômés.

Les conditions d'attribution du premier chevron ne seraient pas modifiées.

La dépense en résultant serait de 50 Millions par an en ce qui concerne les agents en activité; à cette dépense s'ajoute une augmentation des pensions de retraite, laquelle ne sera réalisée que progressivement et atteindra 20 Millions dans 25 ans.

° ° °

Le coût de ces deux mesures est indiqué dans le tableau ci-contre (en millions de francs) lequel comporte, en outre, l'indication des dépenses entraînées par l'application des modifications au Code de la Famille d'une part et de l'institution de l'allocation de salaire unique d'autre part :

- d'une part en régime définitif,
- d'autre part, pour les neuf derniers mois de 1941.

....

	Régime définitif	Neuf derniers mois de 1941
- Code de la Famille et allocation de salaire unique.....	895 - 480 = 415	$\frac{3}{4}$ (930-573) = 270
- Allocations de déplacement.....	17	$\frac{3}{4} \times 17 = 13$
- Avancement vertical.....	50 + 20 = 70	$\frac{3}{4} \times 50 = 38$
Total.....	502	321

Il sera tenu compte de ces suppléments de dépenses lors de la révision trimestrielle du budget qui sera prochainement soumise au Conseil; il sera en même temps examiné si elles appellent de nouvelles mesures tarifaires.

ANNEXE A

1°- Régime définitif des allocations pour charges de famille, de l'allocation de la mère au foyer et de l'allocation de salaire unique, pour les agents du cadre permanent (A.L. exclu).

Pour les agents du cadre permanent, il y a lieu de comparer 4 régimes dont les caractéristiques sont les suivantes :

a) Régime S.N.C.F.

Limites d'âge : 18 et 21 ans

Le rang de l'enfant est conservé pendant toute la période d'attribution de l'allocation familiale.

Les taux varient suivant les résidences, ceux de Paris étant d'environ 60 % plus élevés que les minima.

L'agent bénéficie des taux de sa résidence d'emploi.

Il n'est apporté aucune réduction aux allocations lorsque la mère travaille.

b) Régime du Code de la Famille du 1.4.40 au 1.4.41.

Limites d'âge : 14 et 17 ans.

Le rang de l'enfant n'est pas conservé.

Les taux des allocations familiales proprement dites ("mère au foyer" exclue) sont à Paris de 200 % plus élevés que les minima.

Comme l'allocation "mère au foyer" n'est attribuée que dans les localités urbaines, l'écart relatif entre les allocations de Paris et les minima est encore plus élevé.

Les taux sont les suivants :

- allocation mère au foyer : 10 % du salaire moyen départemental,
- 2<sup>ème</sup> enfant : 10 %
- 3<sup>ème</sup> enfant et suivants : 20 %

Les taux appliqués sont ceux de la résidence d'habitation.

b) .....



c) Régime du Code de la Famille applicable à partir du 1<sup>er</sup> avril 1941.

Aux limites d'âge de 14 et 17 ans sont substituées celles de 15, 17 et 20 ans.

Pour le 4<sup>ème</sup> enfant et les suivants, l'allocation est portée de 20 % à 30 %.

d) Régime du Code de la Famille combiné avec l'attribution de l'allocation de salaire unique.

L'allocation de salaire unique pour les travailleurs remplace l'allocation "aera au foyer".

Pour une famille de 1 enfant, elle est égale à 20 % du salaire moyen départemental, jusqu'à ce que l'enfant ait 5 ans, puis elle est de 10 %.

Pour une famille de deux enfants à charge, elle est de 25 %.

Pour une famille de trois enfants à charge ou plus, elle est de 30 %.

Les allocations familiales proprement dites sont attribuées par ailleurs aux taux et dans les conditions indiquées au (c).

L'allocation de salaire unique est attribuée dans les localités rurales et urbaines, mais elle n'est pas attribuée lorsque la femme bénéficie d'un certain revenu professionnel.

Dans le tableau ci-après est indiqué ce qu'un agent reçoit en moyenne pour un 1<sup>er</sup> enfant, un 2<sup>ème</sup>, un 3<sup>ème</sup>, un 4<sup>ème</sup> ou suivants, pendant la durée où il perçoit des allocations pour cet enfant (18 ans, 14 ans, etc... suivant les régimes).

Le coût total de chacun des régimes est indiqué compte non tenu des mesures transitoires.

Dans la 1<sup>ère</sup> colonne du tableau sont indiqués, pour mémoire, les nombres d'enfants de premier rang, de 2<sup>o</sup> rang, de 3<sup>o</sup> rang et de rang au moins égal à 4 avec le régime actuel des limites d'âge de la S.N.C.F.

Pour Mémoire		Régime S.N.C.F.	Code de la Famille		Code de la Famille + allocations de salaire unique
			du 1.4.40 au 1.4.41	à partir du 1.4.41	
196.000	1 <sup>er</sup> enfant	15.600	8.200	8.200	29.100
125.000	2 <sup>ème</sup> enfant	19.700	28.300	30.500	42.500
65.000	3 <sup>ème</sup> enfant	46.200	28.400	30.600	45.700
64.000	4 <sup>ème</sup> enfant ou suivant	51.900	28.400	40.200	51.000
450.000	Coût total	648 <sup>M</sup>	480 <sup>M</sup>	544 <sup>M</sup>	895 <sup>M</sup>

2<sup>o</sup> - Répercussion sur les auxiliaires de la S.N.C.F.

En 1939, les allocations familiales des auxiliaires représentaient 5,6 % des salaires qui leur étaient attribués.

L'application du Code de la Famille au 1<sup>er</sup> avril 1940 n'aurait pas dû modifier sensiblement ce taux.

Mais il convient de remarquer qu'il s'appliquait à une période où il y avait très peu d'auxiliaires et où leur effectif comportait notamment des suppléantes de garde-barrières, de chefs de haltes et de stations, or ces suppléantes ne percevaient pas d'allocation de leur chef.

On peut donc admettre qu'au taux de 5,7 % correspondrait, avec la composition actuelle des effectifs d'auxiliaires, un taux de 6,5 % qui se compare avec les taux des Caisses de compensation, lesquels sont compris entre 5,5 % et 9 % pour la même période.

Le relèvement de 14/17 à 15/17/20 ans des limites d'âge et l'attribution d'un taux de 4 % au 4<sup>o</sup> enfant et aux suivants devraient porter ce taux à 7,4 %.

L'attribution de l'allocation de salaire unique le portera à 12 %.

Comme on peut évaluer à 400 millions les salaires qui seront attribués aux auxiliaires en 1941 on en déduit les montants des allocations familiales à ces auxiliaires correspondant à cette masse de salaires dans les différentes hypothèses de régimes du Code de la Famille.



3° - Répercussion sur les dépenses de fournitures et entreprises de la S.N.C.F.

Une augmentation de 1 % du prix de la main d'œuvre en général entraîne une augmentation de dépenses de 43 Millions pour la S.N.C.F. (voir Note annexe B).

Il est très difficile de prévoir comment vont évoluer les taux des Caisses de compensation par suite des événements en cours.

Les relèvements de ces taux se combinent avec des modifications des conditions d'attribution des allocations pour charges de famille aux familles de mobilisés, de prisonniers de guerre et de chômeurs totaux ou partiels.

En outre, les Caisses de compensation pour allocations familiales sont en train d'organiser la surcompensation et on ne sait comment prévoir dans quelle mesure l'Etat prendra à sa charge l'attribution des allocations aux travailleurs indépendants et agricoles ou s'il recourra à la surcompensation pour en faire supporter une partie par les salaires industriels.

On peut toutefois adopter les taux suivants comme caractérisant le coût moyen des allocations familiales dans l'Industrie :

Avant le 1.4.40	7 %
du 1.4.40 au 1.4.41	7 %
A partir du 1.4.41 sans l'allocation de salaire unique	8,1 %
A partir du 1.4.41 avec l'allocation de salaire unique	13 %

## EVALUATION DES CONSÉQUENCES POUR LE BUDGET DE LA S.N.C.F.

## D'UNE AUGMENTATION DE 1 % DES SALAIRES INDUSTRIELS

Les dépenses de la S.N.C.F. qui seraient touchées par une telle augmentation peuvent se décomposer en deux grandes catégories :

- Matières,
- Entreprises et industrie privée.

1°- MATIÈRES

Les matières figurent au compte d'exploitation de 1941 pour 5.600<sup>h</sup>, dont :

Combustibles .....	1.500 <sup>h</sup>
Energie électrique .....	200 <sup>h</sup>
(dont 70 <sup>h</sup> achetés)	
Matières diverses .....	3.900 <sup>h</sup>

Nous estimerons que la main-d'oeuvre intervient dans les proportions suivantes dans les différents prix de revient : (1)

Combustibles .....	70 %
Energie électrique achetée .....	30 %
Matières diverses .....	60 %

Sur ces bases, la proportion de main-d'oeuvre serait la suivante :

Combustibles .....	1.000 <sup>h</sup>
Energie électrique achetée .....	20 <sup>h</sup>
Matières diverses .....	2.300 <sup>h</sup>

TOTAL ..... 3.300<sup>h</sup> environ

2°- ENTREPRISES ET INDUSTRIE PRIVÉE

Au budget d'exploitation de 1941, les dépenses d'entreprises et d'industrie privée figurent pour les sommes suivantes :

Chapitre II (Entretien) .....	40 <sup>h</sup>
Chapitre III (Industrie privée) ..	520 <sup>h</sup>
Chapitre IV (Travaux de Voie) ...	640 <sup>h</sup>

ENSEMBLE .... 1.200<sup>h</sup>

(1) - Les taux employés sont inspirés de ceux qui sont indiqués par M. DAVEZAC dans son cours sur les Grandes Industries Modernes professé à l'Ecole des Sciences Politiques.

Nous estimerons que la main d'oeuvre directe et indirecte intervient dans les proportions suivantes pour chacun des chiffres ci-dessus : (1)

Chapitre II .....	100 %	
Chapitre III .....	{	20 % de main-d'oeuvre directe, et 80 % de main-d'oeuvre indirecte dans le prix des matières;
Chapitre IV .....	{	70 % de main-d'oeuvre directe, et 30 % de main-d'oeuvre indirecte dans les matières.

Sur ces bases, la main-d'oeuvre interviendrait pour les sommes suivantes dans les différents chapitres :

Chapitre II .....	40 <sup>ml</sup>
Chapitre III .....	390 <sup>ml</sup>
Chapitre IV .....	350
	<hr/>
TOTAL .....	1.000 <sup>ml</sup> environ
	<hr/>

### 3°- RECAPITULATION

Pour notre budget de 1941, les dépenses de matières, entreprises et industrie privée interviennent pour 6.800<sup>ml</sup> environ; avec les hypothèses qui ont été faites, la main-d'oeuvre directe ou indirecte intervient pour 4.300<sup>ml</sup>, soit en moyenne 63 %.

Une hausse généralisée de 1% des salaires d'industrie privée nous coûterait donc environ 43<sup>ml</sup> au compte d'exploitation.

+  
+ +

Pour le compte d'établissement, une hausse calculée suivant les mêmes bases entraînerait une augmentation d'environ 30<sup>ml</sup> pour l'année entière et pour l'ensemble du programme prévu.

(1) - Même renvoi que page 1.



4 juillet 1939

COMITE DE DIRECTION

Séance du 4 juillet 1939

QUESTION IX - Convention collective  
(Projet d'annexe - Livre 1)

P.V. COURT

Le Comité autorise M. LE BESNERAIS à négocier sur les bases indiquées.

STENO p. 66

M. LE PRESIDENT - Ne pourrions-nous ajourner l'examen de cette question ?

M. LE BESNERAIS - Je voudrais soumettre le plus tôt possible aux représentants du personnel le projet d'annexe qui vous a été distribué.

Le texte que j'ai établi ne comporte d'ailleurs aucune innovation importante : il ne fait que reproduire et codifier les dispositions actuellement en vigueur et je suis certain que le personnel ne l'acceptera pas tel quel. Mais il servira de base de discussion. Pour le moment, je n'ai donné satisfaction à aucune des revendications présentées, sauf sur les deux points de détail que j'ai indiqués dans mon Rapport, à savoir, la suppression des éléments de rémunération journaliers et des indemnités pour heures décalées.

Je voudrais, seulement, à titre de renseignement, vous donner quelques chiffres. Je commence à connaître les revendications essentielles qui seront présentées par le personnel. Elles visent d'abord la question de l'avancement sur les échelles : cela nous coûterait 75 M. par an.

M. LE PRESIDENT - Il s'agirait là d'ailleurs d'une dépense progressive, qui serait de 7 ou 8 M. seulement pour la première année.

M. LE BESNERAIS - Elles portent ensuite sur l'incorporation de l'indemnité de cherté de vie dans le traitement proprement dit : la dépense supplémentaire serait également de l'ordre de 75 M. Sur ce dernier point, je compte répondre que c'est une question d'ordre général, qui n'intéresse pas la Société Nationale seulement, et que je ne peux l'examiner.

Mais, quand je déclare aux Représentants du personnel qu'ils ont été d'accord avec nous pour admettre que la rémunération des agents de chemins de fer ne varierait qu'en fonction de celle des fonctionnaires, ils me répondent que cet accord a été violé par le Gouvernement, quand il a pris les décrets-lois du 12 novembre dernier.

Les autres revendications sont moins importantes.

M. LE PRESIDENT - Nous sommes d'accord sur vos propositions. Vous nous tiendrez au courant de la suite.



Memento de la Conférence  
tenue au Cabinet de Monsieur FROSSARD Ministre  
des Travaux Publics le 16 juillet 1938

---

.....  
Avancement vertical -

M. LIAUD présente cette revendication. Il insiste sur l'injustice du procédé actuel d'avancement du personnel statutaire et rappelle que l'avancement vertical existe déjà pour le personnel hors statut.

M. GUINAND ne méconnaît pas la valeur des arguments présentés en faveur de cette réforme, mais précise qu'elle représente une dépense supplémentaire d'une soixantaine de millions de francs; là encore, il ne voit pas la possibilité, dans les circonstances actuelles, de donner une suite favorable immédiate à cette revendication.

M. LIAUD proteste contre l'ajournement de toute mesure entraînant des avantages matériels pour le personnel.

M. GUINAND lui répond que si, par l'amélioration des conditions du travail résultant des décrets, des économies étaient possibles, le Conseil d'Administration serait certainement tout à fait disposé à en consacrer une partie à l'amélioration matérielle du sort de ses agents.

M. SEMARD et plusieurs de ses camarades s'élèvent contre la liaison qu'on veut établir entre les économies à attendre de l'application de la loi de 40 heures et les améliorations matérielles de la situation des cheminots. Il déclare que ses camarades n'acceptent pas qu'on établisse un tel lien.

Le Ministre, constatant que sur ce point comme sur un certain nombre d'autres déjà examinés, le désaccord entre la Fédération et la Société Nationale subsiste, déclare que la poursuite de la discussion lui paraît sans grand intérêt et qu'il convient dans ces conditions, de s'en remettre à l'arbitrage .

M. SEMARD déclare, de son côté, qu'il était persuadé avant l'ouverture de la Conférence, qu'elle aboutirait inévitablement à cette conclusion. Il indique au Ministre que les cheminots ont hâte de voir aboutir les revendications qu'ils formulent depuis si longtemps et le met en ~~garde~~ garde contre les conséquences d'un arbitrage négatif.

M. CLAUDON indique que, en ce qui concerne la Convention Collective, la plupart des points divergents ont été abordés sauf celui qui concerne les sanctions disciplinaires. Le Ministre ~~renvoie~~ considère qu'il est inutile de poursuivre la discussion et il est entendu que, dès lundi 17 h.30 une réunion de la Commission Mixte préparera les termes du compromis d'arbitrage.

10 novembre 1937

4120



(s) p.24

Question II

Convention Collective

M. LIAUD .....

Par une lettre en date du 3 novembre 1937 la Fédération des cheminots a saisi M. le Président du Conseil d'Administration des demandes qu'elle formule en ce qui concerne ces améliorations et aussi de diverses demandes concernant les anciens combattants et les révoqués de 1920.

M. LIAUD attire particulièrement l'attention du Conseil sur l'intérêt qu'attachent les cheminots à ce que ces améliorations soient mises en application dès la signature du contrat qui, à son avis, devrait avoir effet du 1er janvier 1938.

---

( 5 novembre 1937

N O T E

pour Monsieur le Président  
de la Société Nationale des Chemins de fer

Par lettre du 3 novembre 1937, faisant suite à une récente conversation avec M. le Président de la Société Nationale des Chemins de fer, M.M. SEMARD et LIAUD ont fait connaître les principales améliorations de la situation du personnel des Chemins de fer contenues dans le projet de Convention collective actuellement en discussion, et qui entraînent des dépenses nouvelles.

Ils ont attiré l'attention de Monsieur le Président sur l'intérêt qu'attachent les cheminots à ce que ces dispositions soient prises en application dès la signature de la Convention qui, à leur avis, doit avoir effet au 1er janvier 1938.

Par voie de conséquence, ils demandent que les dépenses résultant de ces améliorations soient inscrites dans le budget de 1938 de la Société Nationale.

Les notes ci-annexées reprennent une à une les demandes de la Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer; elles précisent les répercussions financières qu'entraînerait l'adoption des dispositions considérées et indiquent dans quelle mesure il paraît possible d'y donner une suite favorable ou les raisons qui justifient des refus.

5 novembre 1937

#### IV - Chapitre des Conditions de rémunération

-----

##### 6.- Substitution de l'avancement de traitement vertical aux règles actuelles du galon.

##### Demande de la Fédération.-

Le recueil des traitements se présente actuellement sous forme d'un tableau à double entrée avec les échelons disposés horizontalement et les échelles disposées verticalement. La Fédération demande que lorsqu'un agent passe d'une échelle à une échelle supérieure, on déplace verticalement le point qui représente sa situation sur le tableau, de telle sorte qu'il se retrouve à sa nouvelle échelle dans le même échelon et avec la même ancienneté.

##### Observations.-

Actuellement, quand un agent change d'échelle, on fait un calcul assez compliqué, il faut le reconnaître, qui consiste à ajouter à son traitement une somme déterminée dite galon, dont le montant dépend de l'échelle, et l'on obtient ainsi un nouveau traitement fictif; on attribue alors à l'agent l'échelon de la nouvelle échelle immédiatement inférieure à ce traitement fictif avec une ancienneté qui résulte de la comparaison du traitement fictif avec les deux échelons qui l'encadrent. Ce calcul avantage les agents au point de vue de leur ancienneté dans leurs tout premiers échelons, mais dans l'ensemble, il réduit leur ancienneté et cela d'autant plus qu'ils avancent en échelle à une date plus tardive dans leur carrière.

Il est certain que la grosse masse des agents de chemins de fer ne comprend rien au calcul du galon et que ce calcul est pour elle une cause d'irritation.

Par contre, indépendamment des considérations financières, il faut retenir du galon une idée juste, celle d'un avantage pour les agents qui avancent au début de leur carrière.

Supposons, en effet, deux agents qui débutent ensemble à l'échelle 1 et qui terminent ensemble leur carrière à l'échelle 3;

....



supposons que l'un, A, atteigne l'échelle 3 quatre ans avant sa retraite et que l'autre, B, l'ait atteinte 14 ans avant sa retraite. Sans doute B a-t-il déjà touché pendant dix années le traitement supérieur sans que A le touche et son mérite a-t-il déjà été récompensé de ce fait, mais il est bien certain que lorsque A est promu, à son tour, B, ayant dix années d'expérience dans ce grade, rendra plus de services que A et il est donc normal que le jeu du galon empêche A d'avoir, lors de sa promotion, la même situation que B. D'autre part, en fin de carrière, si l'on appliquait l'avancement vertical, A et B ayant eu le même traitement pendant les trois dernières années de leur carrière, auraient la même retraite, alors que B, ayant servi plus longtemps dans un grade supérieur, aura rendu de plus grands services. Là encore le jeu retardataire du galon se justifie.

Les Réseaux ont donc envisagé un système respectant ce principe tout en simplifiant les règles en vigueur: il consisterait à retarder tout agent promu d'un certain nombre de mois, variable avec l'échelon dans lequel il se trouve. Pour que cette réforme maintienne à peu près sans changement les dépenses actuelles, il faudrait que le nombre de mois varie de 0 pour le 1<sup>er</sup> échelon à 9 pour le 9ème échelon.

La réforme demandée par la Fédération, c'est-à-dire l'institution pure et simple de l'avancement vertical coûterait, dans l'avenir, puisqu'on ne parle pas de reconstitution de carrière, 67 millions par an à majorer de 15 % pour tenir compte des charges patronales à la Caisse de Retraites, soit 77 millions au total.

EXTRAIT DE LA LETTRE DU 3 NOVEMBRE 1937  
ADRESSEE A M. GUINAND PAR LA FEDERATION  
NATIONALE DES TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER

-----

Monsieur le Président,

Comme suite à notre récente conversation, nous avons l'honneur de vous faire connaître ci-après les principales améliorations de la situation du personnel des chemins de fer contenues dans le projet de convention collective actuellement en discussion et qui entraînent des dépenses nouvelles.

Nous attirons particulièrement votre attention sur l'intérêt qu'attachent les cheminots à ce que ces dispositions soient mises en application dès la signature de la convention qui, à notre avis, doit avoir effet au 1<sup>er</sup> janvier 1939. Par voie de conséquence, nous demandons que les dépenses résultant de ces améliorations soient inscrites dans le budget de 1938 de la S.N.C.F.

Les améliorations réclamées sont les suivantes :

- .....
- 6) Substitution de l'avancement de traitement vertical aux règles actuelles du galon.